

Discussion

A Political Capital Asset Pricing Model

article de Patrice Poncet, Giovanni Pagliardi et Stavros Zenios

1. Les apports de l'article

1. Les questions

1. Une suggestion

Les apports de l'article

- la distinction entre les deux variables « stabilité politique » et « confiance dans les politiques économiques », ces deux variables entretenant manifestement des interactions complexes,
- la construction d'un « facteur politique » bivarié utilisant ces deux variables comme un déterminant important des rendements des marchés boursiers internationaux,
- l'utilisation de ce facteur dans un modèle d'évaluation des actifs financiers incorporant les deux types d'incertitude,
- la construction du facteur P par un portefeuille de réplcation
- l'explication du paradoxe du signe du risque politique

Les questions

- Depuis les travaux d'André Orléan (*Le Pouvoir de la Finance*, 1999), nous savons que le spéculateur avisé se soucie moins des « fondamentaux » de l'économie que de l'opinion des autres acteurs du marché sur ces fondamentaux. Or, les évaluations de la « stabilité politique » et de la « confiance dans les politiques économiques des gouvernements » du World Economic Survey de l'Institut für Wirtschaftsforschung (IFO) sont faites par environ 1000 experts de 90 pays dont peu semblent relever de la catégorie des investisseurs ou de celles des influenceurs des investisseurs,
- les primes de risque estimées sur les facteurs du modèle P-CAPM le sont sur les rendements actions des indices de marché des 42 pays. Or, l'exposition des indices d'un pays développé donné à la stabilité politique et aux politiques économiques de ce pays est faible.

Exposition du CAC 40 aux variables françaises ou européennes

- LVMH : 6 % France
- L'Oréal : 8 % France
- Total : 20,1 % France
- Sanofi : 27,4 % Europe
- Airbus : 27,9 % Europe
- Kering : 33 % Europe de l'Ouest
- Hermes International : 13,4 % France
- Axa : 24,9 % France

Une suggestion

Faire une analyse en composantes principales de chacun des indices des 42 pays concernés sur les variables « stabilité politique » et « confiance dans les politiques économiques des gouvernements » de chacun des 42 pays.

Conclusion

Une avancée très forte dans la prise en compte des facteurs « stabilité politique » et « confiance dans les politiques économiques des gouvernements » qui devrait susciter dans les mois et années à venir de nombreux développements complémentaires.